

1964, 1965 et 1966, et qui s'en servait? Tous ceux qui habitent ici savent que le matin les voitures font ici et là des courses non officielles. Nous aimerions connaître la vérité. Les Canadiens veulent savoir si l'argent consacré à la défense est placé à bon escient. Il n'est pas étonnant que le prochain ministre de la Main-d'œuvre se soit déclaré hier en faveur d'un impôt sur les plus-values de capitaux.

M. Knowles: Bravo.

Le très hon. M. Diefenbaker: Si les honorables vis-à-vis réussissent à convaincre l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre, il y en aura deux qui seront de cet avis.

M. Knowles: Nous le gagnerons à notre cause avant.

M. Crouse: Vous en avez déjà perdu trois.

Le très hon. M. Diefenbaker: J'aimerais avoir des renseignements sur quelques questions et je sais que le ministre peut nous les fournir. Nous obtiendrons plus tard les réponses à ces questions et à celles que les députés ont posées et qui sont encore sans réponse.

L'honorable député de Greenwood a signalé avec une clarté inhabituelle—son style est toujours très clair mais cette fois-ci il était d'une limpidité extraordinaire—qu'il voulait des renseignements que nous voulons tous. Je demande au ministre de lever le voile du silence et de répondre à ces questions. S'il est une technique militaire que l'honorable représentant a très bien saisie, c'est de créer un écran de fumée pour dissimuler la vérité. Nous voulons dissiper cet écran de fumée et obtenir la vérité.

[Français]

M. Laflamme: Monsieur le président, j'ai l'intention, à ce moment-ci, de dire seulement quelques mots parce que le chef de l'opposition (M. Diefenbaker) vient de parler des dangers que court une certaine partie de la population dans mon comté relativement aux expropriations qui se font en vue de l'agrandissement du camp de Valcartier.

Je tiens à lui dire qu'au cours de la dernière campagne électorale, les municipalités affectées par ces expropriations connaissaient ce projet d'agrandissement et ont appuyé celui qui vous parle en ce moment dans une proportion de 90 p. 100 contre 10 p. 100 pour le candidat conservateur.

Il n'existe et n'a jamais existé des électeurs sans voix représentative dans le comté de Québec-Montmorency, et l'éditorialiste du *Quebec Chronicle and Telegraph* n'a simplement qu'à s'informer auprès des maires des

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

diverses municipalités qui sont en contact constant avec leur représentant relativement à la protection de leurs intérêts.

Je voulais simplement, dans la circonstance, signaler au chef de l'opposition que c'est, dans mon opinion, du plus pur théâtre et de la plus pure «partisanerie» que de parler de vieux clochers lorsqu'il s'agit d'assurer l'essentiel au camp de Valcartier, un camp militaire important dans l'intégration des forces armées canadiennes.

[Traduction]

M. le président: Le premier crédit est-il adopté?

M. Horner (Acadia): J'aurais cru, monsieur le président, qu'avant l'adoption du premier crédit le ministre de la Défense aurait répondu à certaines des questions que lui a posées le chef de l'opposition. Comme il est peut-être à préparer ces réponses, je pourrais lui poser quelques autres questions, ce qui lui permettrait de répondre à toutes en même temps. Le député de Greenwood a, je pense, posé la question qui s'imposait, à savoir que cette Chambre devrait pouvoir évaluer le rôle que joue le Canada à l'endroit des armes nucléaires. Où allons-nous?

• (5.00 p.m.)

Le ministre de la Défense nationale a répondu qu'il ne pouvait rien conjecturer au-delà de l'année en cours. En d'autres termes, il sait où nous allons cette année. Sa vision ne s'est pas étendue plus loin; il n'a pas consulté sa boule de cristal. Peut-être n'ose-t-il pas dire à la Chambre ce qu'il entrevoit pour l'avenir. La question des armes nucléaires est d'importance capitale, je crois, et il n'y a pas de doute qu'il faudrait informer la Chambre et le pays du rôle que nous avons à jouer. Allons-nous continuer à maintenir une force nucléaire? Allons-nous continuer à apporter, sur le plan nucléaire, notre contribution à l'OTAN?

Dans le *Journal* d'hier, un article disait que le président de Gaulle ordonnerait à tous de sortir de France ou de relever de son commandement. Ce n'est sûrement pas la première fois que le ministre de la Défense nationale en entend parler. Il est au courant depuis quelque temps, car les membres des forces armées en Europe le savaient. Quelle décision prendra le ministère à ce sujet, et où va notre politique de défense? Dans le numéro de janvier 1965 de *Canadian Aviation*, un article figurant à la page 2 parle des déclarations du ministre au sujet de la possibilité que le Canada conserve son rôle nucléaire:

Les rumeurs voulant que les forces canadiennes continuent à assumer un rôle nucléaire malgré l'opposition traditionnelle du gouvernement libéral à cet égard sont rendues plausibles par l'appui du